



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 juin 2017
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-septième session

5-30 juin 2017

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-septième session

Projet de rapport

Rapporteur : M. Rodrigo Otávio **Penteado Moraes** (Brésil)

Additif

Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3 b)]

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation de la Commission économique pour l'Europe

1. À sa 6^e séance, le 7 juin 2017, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation de la Commission économique pour l'Europe (CEE) ([E/AC.51/2017/5](#)).
2. Le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne a présenté le rapport et répondu, avec les représentants du BSCI et la Secrétaire exécutive et les représentants de la CEE, aux questions soulevées lors de l'examen du rapport par le Comité.

Débat

3. Les délégations ont remercié le BSCI pour son rapport, et en particulier pour son analyse du rôle de la CEE s'agissant d'aider les pays membres à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
4. Les délégations ont salué les activités multilatérales de la CEE et son action dans le domaine du développement durable en général, et des objectifs de développement durable en particulier. Elles ont déclaré qu'elles voyaient la Commission comme un espace de discussion prometteur pour l'élaboration de normes et les processus régionaux, et fait observer que ses connaissances techniques et ses activités normatives étaient importantes pour la réalisation de l'ensemble des objectifs. Une délégation a noté avec satisfaction qu'une conférence internationale



sur les objectifs de développement durable avait été organisée avec succès dans son pays avec l'appui de la CEE. Une autre a relevé le nombre important de projets menés le domaine de l'environnement et des éclaircissements ont été demandés à la Commission à ce sujet. Pour ce qui est des activités de la CEE relatives à l'élaboration de règles et de normes, il lui a été demandé comment elle assurait le suivi de l'effet produit par les règles et les normes qu'elle établissait car ce type de suivi ne semblait pas être systématique.

5. Plusieurs délégations ont débattu de la portée mondiale, et non régionale, des activités et des produits de la CEE. Une délégation a interrogé le BSCI au sujet de l'usage voulant que les conventions soient qualifiées de mondiales au lieu de régionales lorsqu'elles ne comptent ne serait-ce qu'un seul pays non membre parmi les signataires. Elle a aussi noté que d'autres commissions économiques régionales s'acquittaient de mandats et d'activités dans les mêmes domaines d'activité que la CEE et qu'elles devaient tenir compte de leurs spécificités régionales, même si leurs membres incluaient souvent des pays situés hors de leur région.

6. Une délégation a fait remarquer que même si le rapport semblait suggérer que la portée mondiale de certaines activités de la CEE n'était pas considérée comme positive, elle-même estimait que cette ampleur était bénéfique pour la Commission et pour les pays non membres. Elle a en outre noté que la CEE s'attachait à établir un relevé de ses produits de portée mondiale et demandé quel résultat elle pensait obtenir de cette entreprise.

7. Un certain nombre de délégations a débattu des incidences financières potentielles des activités de portée mondiale et des ressources qui seraient nécessaires pour faire face aux besoins accrus. Une délégation a félicité la CEE pour avoir trouvé des moyens de réaliser des gains d'efficacité et n'avoir pas dépassé son budget, et a demandé des éclaircissements au sujet des augmentations de coûts qui étaient survenues lorsque les produits de la CEE étaient devenus plus largement répandus.

8. Une délégation a rappelé certaines des difficultés évoquées dans le rapport, à savoir la nécessité de coopérer avec des partenaires internes et externes à la CEE et l'augmentation sensible de la charge de travail associée à une diminution des ressources. Elle a demandé des éclaircissements sur la façon dont la CEE prévoyait de garantir l'exécution de ses programmes à l'avenir dans ces conditions, compte tenu des divers instruments qu'elle avait à sa disposition.

Conclusions et recommandations

9. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les recommandations formulées par le BSCI aux paragraphes 57 à 61 de son rapport d'évaluation de la CEE (E/AC.51/2017/5).**

10. **Au sujet de la recommandation 3, le Comité a noté que la question avait été débattue à la CEE.**

11. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'encourager la CEE à continuer de promouvoir l'intégration et la coopération économiques, conformément à son mandat.**